

## Délibération n° 2023/CA/43

### relative aux conditions et aux modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des agents et collaborateurs occasionnels du Centre national du cinéma et de l'image animée

Le conseil d'administration du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 112-2 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État, notamment ses articles 1<sup>er</sup>, 2 (8°), 3, 7 et 7-1 ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de stage prévues à l'article 3-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Après en avoir délibéré lors de sa réunion du 7 décembre 2023,

Décide :

#### Article 1<sup>er</sup>

A l'exception des cas prévus aux articles 2 à 9 de la présente délibération, les taux du remboursement des frais de repas et d'hébergement des agents et collaborateurs occasionnels du Centre national du cinéma et de l'image animée sont ceux prévus par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixant les taux des indemnités de mission.

#### Article 2

En application de l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé et par dérogation aux taux prévus au a de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixant les taux des indemnités de mission, le remboursement de certains frais d'hébergement supportés par les agents du Centre national du cinéma et de l'image animée s'effectue, sur production des justificatifs de paiement, dans les conditions définies ci-après.

I. – Pour les déplacements en métropole :

1° Dans le cadre d'un déplacement dans une commune dont la population légale est égale ou supérieure à 100 000 habitants et inférieure à 200 000 habitants, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés et est plafonné à 110 € par nuitée ;

2° Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés pour au maximum cent vingt cas de déplacements individuels par an. Lorsque ce maximum est atteint, des cas supplémentaires peuvent être pris en compte sur l'enveloppe des quatre-vingts cas prévus au II.

## II. – Pour les déplacements en outre-mer et à l'étranger :

Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés pour au maximum quatre-vingts cas de déplacements individuels par an. Lorsque ce maximum est atteint, des cas supplémentaires peuvent être pris en compte sur l'enveloppe des cent vingt cas prévus au 2° du I.

### Article 3

En application de l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé et par dérogation aux taux prévus au a de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixant les taux des indemnités de mission, le remboursement de certains frais d'hébergement supportés par les collaborateurs occasionnels du Centre national du cinéma et de l'image animée s'effectue, sur production des justificatifs de paiement, dans les conditions définies ci-après.

## I. – Pour les déplacements en métropole :

1° Dans le cadre d'un déplacement dans une commune dont la population légale est égale ou supérieure à 100 000 habitants et inférieure à 200 000 habitants, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés et est plafonné à 110 € par nuitée ;

2° Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, dans le cadre d'un déplacement dans une commune dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants ainsi que dans les communes de la métropole du Grand Paris, l'indemnité versée au titre des frais d'hébergement peut être majorée de cinq tiers ;

3° Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés dans la limite des cent vingt cas de déplacements prévus au 2° du I de l'article 2. Lorsque ce maximum est atteint, des cas supplémentaires peuvent être pris en compte sur l'enveloppe des quatre-vingts cas prévus au II de l'article 2.

## II. – Pour les déplacements en outre-mer et à l'étranger :

Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, le remboursement des frais d'hébergement est effectué sur la base des frais réellement engagés dans la limite des quatre-vingts cas de déplacements prévus au II de l'article 2. Lorsque ce maximum est atteint, des cas supplémentaires peuvent être pris en compte sur l'enveloppe des cent vingt cas prévus au 2° du I de l'article 2.

### Article 4

Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, la prise en charge des frais liés au déplacement de ses invités de marque et autres intervenants extérieurs est effectuée sur la base des frais réellement engagés dans la limite de vingt cas de déplacements individuels par an.

### Article 5

En application de l'article 7-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé et par dérogation aux règles prévues par l'arrêté du 3 juillet 2006 susvisé fixant les taux des indemnités de stage, les agents du Centre national du cinéma et de l'image animée en formation initiale perçoivent une indemnité forfaitaire correspondant à un taux de base, par journée de stage et dans la limite de six mois.

### Article 6

En application de l'article 3-1 du décret du 3 juillet 2006 susvisé, l'indemnité de stage versée aux agents du Centre national du cinéma et de l'image animée en formation continue en dehors de leur résidence

administrative ou familiale est réduite de 50 % lorsque les agents ont la possibilité de se rendre dans un restaurant administratif ou d'être hébergés dans une structure dépendant de l'administration moyennant participation.

#### **Article 7**

Sur décision expresse et nominative du Président du Centre national du cinéma et de l'image animée, lorsque l'intérêt du service l'exige ou pour tenir compte de situations particulières, un voyage en classe supérieure peut être autorisé pour les agents ou les collaborateurs occasionnels du Centre national du cinéma et de l'image animée dans la limite de vingt cas de déplacements individuels par an en outre-mer ou à l'étranger.

#### **Article 8**

Les agents du Centre national du cinéma et de l'image animée en formation, en représentation dans un salon professionnel ou en mission le week-end dans leur résidence administrative, peuvent bénéficier d'un ticket restaurant lorsque la durée du trajet ne leur permet pas de se rendre au restaurant administratif de l'établissement ou que celui-ci est fermé, sur production d'un justificatif de paiement. L'agent paie la part salarié sur le montant du ticket restaurant.

#### **Article 9**

Pour l'ensemble des communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants, constitue une seule et même commune toute commune et les communes limitrophes desservies par des transports publics de voyageur à l'exception des communes limitrophes à la ville de Paris qui sont considérées comme des communes distinctes quand bien même elles seraient desservies par des moyens de transport publics de voyageurs.

#### **Article 10**

La présente délibération est applicable du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2026.

#### **Article 11**

La présente délibération sera publiée au *Bulletin officiel du cinéma et de l'image animée*.

Fait à Paris, le 7 décembre 2023.

Le président du conseil d'administration  
Dominique Boutonnat